NOVEMBRE 2026

ACTUALITÉS économiques

UIMM
LA FABRIQUE DE L'AVENIR

AU BORD DE LA RÉCESSION

L'économie française ne progresse plus, voire a basculé en récession d'après les données trimestrielles diffusées par l'Insee. La relancer est un préalable à l'amélioration de la productivité et donc du pouvoir d'achat, mais, la création de richesses et les méthodes pour y parvenir ne constituent hélas pas une priorité dans les débats de la campagne présidentielle.

> Décrochage par rapport aux voisins

Non seulement la première estimation de l'évolution du PIB français au troisième trimestre 2026 apparaît inférieure aux attentes mais en plus elle témoigne d'une baisse de celui-ci pour la seconde fois depuis le début de l'exercice. Le glissement annuel s'établit à - 0,1 % en regard de + 1,5 % dans la zone euro (hors France et Irlande). A moins de révisions, l'objectif inscrit dans le PLF d'une croissance de 0,5 % en moyenne annuelle dans notre pays est désormais caduc, celle-ci s'établissant en fait très certainement à 0,3 % (en supposant qu'une hausse de 0,3 % intervienne au quatrième trimestre).

Cette situation rend dans le même temps difficile l'atteinte de la cible de déficit public à 5,4 % cette année, puisque ce ratio dépend du montant du PIB, placé au dénominateur. Au numérateur, l'écart entre les recettes et les dépenses serait de l'ordre de - 170 milliards d'€, en ligne avec le résultat obtenu en 2024. Au-delà de la forte poussée des taux d'emprunt qui s'est manifestée à l'été 2026, il faut rappeler que le solde primaire des administrations publiques demeure déficitaire à hauteur de près de 3 % du PIB, alors qu'il lui faudrait être en excédent simplement pour stabiliser la dette, laquelle approche le seuil de 120 % aujourd'hui.

> Des investissements en panne depuis plus de trois ans

Malgré l'inflexion des deux derniers mois, la propension des ménages à épargner culmine non loin de ses records historiques à l'heure où le taux de chômage est au plus haut depuis quatre ans et demi. Dans ce contexte, la consommation demeure peu vigoureuse (+ 0,5 % en glissement annuel au troisième trimestre 2026), pénalisée à la fois par les achats d'énergie et par ceux en biens alimentaires ; en contrepoint, la demande de services immobiliers est orientée positivement, tout comme celle dédiée aux véhicules automobiles électriques, qui a représenté la moitié du total des immatriculations en septembre puis octobre derniers (y compris hybrides rechargeables). De leur côté, les investissements résidentiels- qui regroupent les acquisitions de logements neufs et les gros travaux- poursuivent leur déclin, s'inscrivant à présent 23 % sous leur sommet de 2021.

Les investissements des entreprises implantées en France ont diminué pour le quatrième trimestre consécutif, retombant en deçà de leur niveau de l'été 2023. Les incertitudes politiques et la remontée des taux d'intérêt ne pourront que les contraindre, alors même que l'épargne dégagée ne suffit pas à couvrir les dépenses d'équipement, comme en témoignent trimestre après trimestre les comptes nationaux. Si les seules marges d'exploitation résistent, elles sont inférieures de près de 5 points de valeur ajoutée à la médiane de la zone euro, selon de récents calculs effectués par l'institut Rexecode (nettes de la dépréciation de capital, elles sont ressorties à 12,8 % en 2025 dans l'Hexagone).

CONTACT : Alexandre Jagot : ajagot@uimm.com

La contribution des stocks comme celle du commerce extérieur de biens et services restent erratiques, les uns favorisant l'évolution du PIB quand l'autre le pénalise, et, inversement. Au troisième trimestre 2026, le second l'a amputée de 0,6 point, conséquence notamment de retards persistants des livraisons dans l'aéronautique. Les seules exportations de produits industriels se situent en retrait de 4 % en volume par rapport à leur marque de la fin 2025, en raison de résultats décevants pour les matériels de transport donc (y compris l'automobile) et les produits pharmaceutiques ; sur cette période, les importations n'ont guère varié en dépit de l'augmentation des achats de biens d'équipement et de composants électroniques.

> Énergie et inflation

Les derniers chiffres de l'inflation appellent les commentaires suivants :

> depuis le mois mai, celle-ci est expliquée à hauteur de la moitié par la hausse des prix de l'énergie consécutive au déclenchement du conflit dans le Golfe, alors que cette composante entre à hauteur de 8 % dans le panier moyen des Français (carburants routiers, électricité et gaz) ;

> pour le moment, le choc énergétique se diffuse peu aux autres postes de dépense, de sorte que l'inflation sous-jacente (qui exclut les produits à prix volatils comme l'énergie et les produits alimentaires frais) est contenue à 1,7 % en glissement annuel ; autre illustration : parmi les 244 familles de biens et de services suivies mensuellement par l'Insee, seulement 14 affichaient une avance supérieure à 10 % sur un an en septembre (essence, gazole, gaz, légumes frais, transport aérien, bijouterie), tandis que 155 connaissaient une variation inférieure à + 2 % (dont plus de la moitié un repli) ;

> compte tenu des derniers chiffres publiés, l'inflation s'établira sans doute à 2,2 % en moyenne annuelle 2026 (dans sa note de conjoncture de septembre, l'institut statistique avait retenu 2,1 %) ;

> pour 2027, le consensus des économistes interrogé en novembre mise sur + 2,2 %. Ce scénario pourra bien sûr être revu : les tarifs de l'alimentation pourraient accélérer à un rythme plus fort qu'anticipé mais il est possible que ceux du pétrole s'affaiblissent au vu de l'excédent d'offre attendu à l'échelle mondiale ;

> depuis début 2022, la progression générale des prix de détail a été moins forte d'environ 3 points en France qu'en zone euro, résultat d'une moindre augmentation pour les services et pour l'alimentation dans la première ; depuis fin 2019, l'écart est de 5 points ;

> alors que la formule habituelle aurait probablement conduit à une revalorisation du SMIC de 1 % au 1er janvier prochain (conformément à l'évolution attendue de l'indice des prix pour les ménages du premier quintile des revenus entre avril et novembre), le gouvernement a annoncé il y a quelques jours une hausse de 1,6 % dès le début décembre 2026, le portant à près de 1 900 € bruts par mois ; pour mémoire, il avait déjà grimpé de 1,2 % en janvier et de 2,4 % en juin.

Les Chiffres

- **- 8 % : variation de la valeur ajoutée dans l'agriculture entre le T4 2025 et le T3 2026**
- **- 0,5 % : variation de la valeur ajoutée dans l'industrie entre le T4 2025 et le T3 2026**
- **+ 0,4 % : variation de la valeur ajoutée dans les services entre le T4 2025 et le T3 2026**
- **2 points : écart entre le taux de chômage en France et en zone euro en octobre 2026**
- **4,9 % : taux d'intérêt de l'OAT à 10 ans le 13 novembre**
- **-0,4 % : variation des investissements des entreprises au T3 2026**
- **87,6 % : taux d'autofinancement des sociétés non financières au S1 2026 (épargne / investissement)**
- **155 100 : immatriculations de véhicules particuliers neufs en octobre 2026**
- **96 $: cours du Brent par baril le 13 novembre 2026**
- **+24 % : variation en glissement annuel des prix énergétiques en octobre 2026**